



## Mots. Les langages du politique

115 | 2017

Les discours de la crise économique

---

# L'ordre des discours de la crise : un agencement hétérogène

*The order of the economic crisis discourses: an heterogeneous assemblage*

*El orden de la crisis económica discurre: un conjunto heterogéneo*

Roland Canu et Valérie Bonnet

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/mots/22923>

DOI : 10.4000/mots.22923

ISSN : 1960-6001

### Éditeur

ENS Éditions

### Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2017

Pagination : 9-19

ISSN : 0243-6450

### Référence électronique

Roland Canu et Valérie Bonnet, « L'ordre des discours de la crise : un agencement hétérogène », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 115 | 2017, mis en ligne le 31 octobre 2017, consulté le 05 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/mots/22923> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/mots.22923>

---

© ENS Éditions

## **L'ordre des discours de la crise : un agencement hétérogène**

L'appel à contributions qui précède et sous-tend ce dossier évoquait, dans ses premières lignes, « les discours publics [qui] abondent de paroles expertes et profanes sur la crise économique, sa genèse, sa résolution ». Ce faisant, il marquait immédiatement une des difficultés associées à la thématique que nous proposons de couvrir : son étendue et l'indétermination de ses contours. Pré-tendre, comme nous le faisons dans l'appel, vouloir opérer une jonction entre « la crise économique » et les discours qui y renvoient, revenait en effet à ouvrir un vaste champ des possibles discursifs, se confronter sans doute à une hétérogénéité des discours étudiés et profiter, peut-être, d'un regard interdisciplinaire pour en rendre compte<sup>1</sup>. Les articles qui composent finalement ce dossier ne trahissent pas de telles anticipations.

### **Hétérogénéité des discours**

La crise économique alimente une production discursive abondante et hétérogène. Il suffit d'envisager la position qu'elle est susceptible d'occuper dans les discours pour esquisser le spectre couvert par cette production. Pour schématiser, cette position peut être double et transformer totalement la nature des discours formulés : d'un côté, la crise peut figurer une réalité extérieure servant de point de départ au discours ; d'un autre côté, elle peut figurer le résultat, toujours provisoire et à reconstruire, de discours soucieux de la traduire de diverses manières et de la réinscrire dans le monde.

1. Cette interdisciplinarité était également au cœur du projet de recherche DIACRE (*Discours journalistiques et crise économique*), financé par le Labex SMS, projet dans la lignée duquel s'inscrit ce dossier. Sciences du langage, science politique, sociologie, économie et gestion étaient toutes représentées dans un collectif dont certains des membres ont participé à la réalisation du numéro.

Dans le premier cas, la crise est présentée comme une réalité connue et éprouvée, une réalité extérieure au discours qui contribue à le constituer. Son existence, déjà établie, permet de définir, par corrélation, d'autres phénomènes, qu'ils relèvent d'expériences vécues ou de modifications institutionnelles. La crise, comme séquence itérative de l'histoire de l'économie moderne et « éternel recommencement » (Boyer, Dehove et Plihon, 2004)<sup>2</sup>, représente désormais une habitude à l'échelle expérientielle, politique<sup>3</sup>, médiatique ou encore systémique. Nous vivons avec/dans la crise économique, qu'elle soit clairement délimitée ou qu'elle se dilue dans des temporalités étendues voire indéterminées ; qu'elle soit localisée et spécifique à un secteur de l'économie ou qu'elle procède par contamination au point de couvrir de vastes territoires qui débordent l'économie elle-même. La crise introduit dès lors immédiatement dans les discours qui la convoquent un référent familier. L'usage du terme comme instance rhétorique permet d'asseoir un contexte compris de tous, et de déplier, à partir de lui, points de vue et convictions, constats et préconisations – notamment, dans un cadre politique, l'établissement d'un accompagnement programmatique que l'étymologie du terme<sup>4</sup> rend quasi médical.

Dans le second cas, la crise est posée non pas de manière apriorique ou comme postulat mais comme objet principal du discours, ce qu'il doit justement investir et constituer. Le discours est là pour définir un cadre définitionnel, évaluer une intensité, tracer des bornes temporelles, identifier des origines, anticiper des conséquences, préconiser des remèdes à apporter, etc. La mise en mots de la « crise » semble révéler ici un embarras ou un inconfort définitionnel préalable à un discours qui propose justement de le dissiper. Cet embarras peut se traduire notamment, comme nous venons de le faire, par l'ajout fréquent des guillemets. Ces derniers soulignent une forme d'indétermination : de quoi parle-t-on réellement ? À quelle réalité extérieure le discours fait-il référence ? Entre mise à distance énonciative et citation autonymique, l'usage prudentiel des guillemets renvoie à l'une des caractéristiques de ce terme omnibus, de ce « mot fourre-tout » qui peut s'appliquer à tout et n'importe quoi (Veniard, 2013, p. 221)<sup>5</sup>, qui peut se dérouler à l'infini en fonction des contextes d'énonciation.

Ce simple découpage introductif suffit à le constater : la crise économique peut être le support d'une multitude de paroles et de discours la mobilisant dans une perspective argumentative. Agencement de discours qui émanent de

2. Alors même que nous nous situons quelques années encore avant la crise des *subprimes*, les auteurs de ce rapport le font démarrer ainsi : « Les crises financières secouent depuis dix ans, presque sans interruption, l'économie mondiale » (Boyer *et al.*, 2004).
3. Voir l'article de Frédéric Moulène, dans ce numéro, consacré à la place de la crise comme instance rhétorique dans les vœux présidentiels depuis 1970.
4. Du latin médiéval *crisis* (« manifestation grave d'une maladie »), issu du grec *κρίσις*, *krisis* (jugement).
5. Sur le profil lexico-discursif de « crise », voir Veniard (2013).

plusieurs univers de pensée et d'activité, cette production discursive, telle que nous l'appréhendons ici, ne reproduit pas de manière homogène un genre ou un langage par le truchement d'une grammaire spécifique (soit, par exemple, un discours *économique*) mais établit seulement le rapprochement de plusieurs genres et registres cohabitant, s'alimentant, s'opposant, ou plus simplement s'ignorant autour d'un même thème (soit, pour prolonger l'exemple, un discours *sur l'économie*)<sup>6</sup>. En d'autres termes, l'unité de cette production discursive repose sur le seul critère thématique, ainsi que l'indique la mise au pluriel du titre de ce dossier. Une telle focale produit bien sûr un phénomène « d'inflation discursive » (Guennoc, 2009, p. 75) puisqu'aucun des discours collectifs à prétention objective, des diagnostics savants, aucune des expressions, des paroles subjectives – entendues ici comme pratique de résistance à « l'objectivation discursive » (Revel, 2009, p. 38) –, ou encore des expériences individuelles n'est écartée.

La mise à plat des discours sur la crise économique est une première manière de visualiser le caractère hétérogène de cette production. Elle n'est pas la seule. L'hétérogénéité discursive se manifeste également sur un axe vertical, celui des hiérarchies qui viennent organiser et mettre en ordre les discours. Nous ne parlons pas ici, dans une posture immanente à ces derniers, d'un ordre exclusivement « interne » – les structures lexicale, rhétorique et argumentative du discours ; plutôt du lien qui s'établit entre ce premier ordre et celui, externe, qui renvoie à l'agencement des différents discours et à leur réception par les publics dans un cadre spatial et temporel donné<sup>7</sup>. Ce lien rattache ainsi la mise en mots, les cadrages et les grammaires du discours, les perspectives qu'il propose, les sources et expertises qu'il mobilise, à un contexte discursif plus général qui permet d'édifier des hiérarchies sociales entre les représentations de la crise, les vérités économiques formulées. Ce dont il est désormais question, c'est d'un « ordre du discours » au sens foucauldien (1971).

## **Ordre des discours**

Formuler un discours crédible sur la crise économique, voire susceptible de faire autorité auprès d'un ou plusieurs publics, c'est forcément pour le locuteur se référer à des « grandeurs » (Boltanski et Thévenot, 1991), à des « principes

6. Sur le discours économique comme « genre discursif » ou « registre discursif », avec ses propres régularités énonciatives, voir Garric et Léglise (2010) ainsi que Guibert et Lebaron (2017). Sur la différence à établir entre un « discours économique » et un « discours sur l'économie » voir Resche (2009).
7. Les mots de la crise ne peuvent en effet se penser en dehors des relations entre énonciateurs (hommes politiques, savants, journaux, témoins, etc.) et destinataires, relations dont attestent en particulier les sensibilités éditoriales (Guennoc, 2009) et les « contrats de communication » (Charaudeau, 1991 ; Ghiglione et Chabrol, 2000) ou « les contrats de lecture » (Burguet, 2000 ; Verón, 1985) liant les médias et les politiques à leur public.

supérieurs communs » (*ibid.*) partagés dans une situation sociale donnée, celle dans laquelle il projette d'être entendu. Ces grandeurs sont multiples et se déclinent à partir de critères qui relèvent à la fois du langage et des contextes d'énonciation et de réception des discours. Elles peuvent s'exprimer dans des sentiments et émotions, des expériences et témoignages, des connaissances et compétences, des statuts et positions sociales, des sensibilités militantes et citoyennes, des postures académiques et dogmatiques... Tous les discours, alors même qu'ils ne recouvrent pas les mêmes logiques expressives, pas plus qu'ils ne poursuivent les mêmes objectifs, peuvent souscrire à une grandeur jugée pertinente dans un contexte précis et, de ce point de vue, profiter d'une crédibilité et d'une légitimité locales<sup>8</sup>.

Mais la compréhension de la « grandeur » d'un discours sur la crise économique ne peut pas être réduite à ce premier palier pluraliste et ouvert. Pour le dire autrement, toutes les grandeurs elles-mêmes ne se valent pas. Lorsqu'on les appréhende à une échelle plus globale, celle d'une société et d'une période données, on constate à quel point certains discours font davantage autorité que d'autres. Une focale sur l'espace public traditionnel et ses « gardiens » (grands médias, institutions politiques, etc.) rend cette hiérarchie entre les grandeurs particulièrement apparente. Ici, il devient nécessaire de remettre la notion au singulier, voire de la remplacer et la traduire par celle de *régime de vérité* (Foucault, 2001 [1977]). La production discursive de la crise économique, dès lors qu'elle circule dans cet espace, est en effet « gouvernée », voire « catéchisée », par un régime de vérité, c'est-à-dire, selon M. Foucault, une « politique générale de la vérité : [des] types de discours qu'elle accueille et fait fonctionner comme vrais ; des mécanismes et des instances qui permettent de distinguer les énoncés vrais ou faux, la manière dont on sanctionne les uns et les autres ; des techniques et des procédures qui sont valorisées pour l'obtention de la vérité ; des experts qui ont la charge de dire ce qui fonctionne comme vrai » (2001 [1977], p. 158). Souscrire à ce régime de vérité, c'est donc convoquer des experts, mettre en œuvre des métrologies, présenter des « preuves » (Mandressi, 2009)<sup>9</sup>, autorisant une publicisation médiatique large<sup>10</sup>, voire une récupération politique programmatique au nom de représentations prétendument neutres et objectives, parfois même *indiscutables*, de la crise.

Au fondement de cette verticalité dominante, capable d'influencer toute la production discursive et d'être la seule encore légitime dans l'espace public traditionnel, se loge désormais la science économique. Le degré de spéciali-

8. Voir le travail réalisé par Angeliki Monnier, dans ce numéro, sur une « grandeur » propre au collectif *Grecs à l'étranger* sur le site LinkedIn.

9. « Outre une existence sociale, la preuve a aussi une existence historique. Ce qui fait preuve à une époque donnée lui appartient, renvoie à des cadres intellectuels, institutionnels, culturels spécifiques, ancrés dans une temporalité » (Mandressi, 2009, p. 6).

10. Le rapport entre ces experts et les médias a déjà été largement étudié en sociologie (Schlesinger, Zeitlin et Rizzi, 1992).

sation du vocabulaire, les données chiffrées et modélisations que réclame le gouvernement de l'économie, les infographies et autres schémas imposent une légitimité nécessairement adossée à des savoirs et savoir-faire qui relèvent de cette discipline. Elle incarne l'attelage savoir-pouvoir le plus influent, tout à la fois le diagramme et le garant d'un discours légitime dès lors qu'il traite de la crise économique – et ce quel que soit son champ initial. Les fenêtres d'observation de l'influence qu'exerce ce régime de vérité sont nombreuses ; nous en identifierons rapidement trois dans cette introduction : réticulaire, historique et idéologique.

Réticulaire, d'abord, puisque la science économique se diffuse et agit bien au-delà des murs de l'université. Elle déborde de cet univers académique pour irriguer d'autres instances, d'autres discours analytiques consacrés à la crise économique. On retrouve le discours de l'économie-discipline très largement dans les médias, notamment journalistiques (Duval, 2004 ; Riutort, 2000 et 2006 ; Guilbert, 2013 ; Canu, 2018), dans les coulisses et déclarations politiques (Cussó et Gobin, 2008 ; Dulong, 1997 ; Gaïti, 2014), mais aussi dans les sciences du langage comme en témoigne le corpus académique croissant consacré à ce sujet, ainsi que l'indique la bibliographie de cette introduction, entre autres.

Historique, ensuite, puisque la science économique n'a pas toujours incarné un régime de vérité hégémonique. Il suffit d'opérer une rapide comparaison entre le traitement journalistique de deux crises de l'ère moderne que 80 ans séparent, celles de 1929 et 2008, pour constater à quel point la figure de l'expert a changé. En 1929, dans la presse journalistique, l'expertise est toujours rabattue sur l'action politique, le savoir sur le pouvoir : celui qui sait est celui qui gouverne. La légitimité octroyée à l'expert provient de l'action et de la situation politiques : son enrôlement discursif n'est pas dissociable de son enrôlement politique. Sa présence se manifeste auprès des dirigeants, notamment durant les débats ou conférences internationales, comme adjuvant (Canu, 2018)<sup>11</sup>. Le détour historique fait apparaître un mouvement synchrone non seulement d'autonomisation de l'économie-discipline et de son langage mais aussi de spécialisation du journalisme économique. Ces mouvements, que le regard historique rend manifestes, traduisent une monopolisation et une autoréférentialité progressives de l'expertise acceptable par les savoirs endogènes à l'économie, dès lors qu'on traite d'un sujet/d'une actualité relevant de ce domaine, au détriment de ceux qui proviennent d'autres univers et qui empruntent à d'autres axiologies.

Idéologique, enfin, puisque cet attelage savoir-pouvoir engage la mise au singulier de *la* science économique, envisagée comme un ensemble unifié

11. Nous ne reviendrons pas ici sur les raisons qui justifient le retrait dans la presse des mots formulés par la science économique, sinon en indiquant que ce retrait est lié à celui de la science économique elle-même : « L'installation de l'économie dans le paysage académique français a été laborieuse. On peut le vérifier à plusieurs niveaux, celui de l'enseignement, celui de la recherche et celui de l'expertise ». (Le Merrer, 2011)

et homogène. Or, procéder à cette mise au singulier revient à nier les désaccords, les controverses, les lignes de tension et de fuite internes à la discipline. Bon nombre d'économistes défendent l'idée d'un pluralisme des points de vue scientifiques<sup>12</sup>. Mais celui-ci, rendu fragile par l'hégémonie néolibérale, n'est, au final, que très peu relayé dans et par les instances médiatiques et politiques. Aussi la science économique, telle qu'elle se manifeste comme régime de vérité, se construit-elle autour d'un paradigme unique, établissant une *doxa* (Colletis, 2010) qui, selon Maris, « tourne en boucle dans les salons, dans les hautes sphères ou à la télévision » (2013, p. 9). Ce courant néolibéral relègue les autres sensibilités et les autres paradigmes de la discipline – institutionnalisme, keynésianisme, marxisme, etc. – au second plan et impose des représentations spécifiques de la crise, une grille pour penser tout à la fois ses origines et les solutions à adopter pour y remédier. Ce fondement idéologique situe les discours de la crise économique sur deux plans : celui des mots bien sûr mais aussi celui de l'histoire. Dans une lignée critique – parfois néomarxiste (Barthes, 1957) –, ces représentations sont appréhendées comme des supports à l'établissement d'une mythologie économique, une mystification (Naszályi, 2012)<sup>13</sup>, qui les supportent en retour. Sont ainsi naturalisées des visions « économicistes » du monde (Temmar, Angermuller et Lebaron, 2013) auxquelles il devient très difficile de s'opposer, desquelles il devient très difficile de s'extraire (Bourdieu, 1998). Et alors même que les « crises » ont la capacité apriorique d'ébranler cet ordre du discours<sup>14</sup>, on constate – malgré l'anomie contextuelle – la permanence, voire le renforcement de ce régime de vérité : « Pour Lebaron, loin de réduire les économistes ou certains d'entre eux au silence, la crise a plutôt eu pour conséquence d'amplifier leur emprise rhétorique sur l'espace public » (Brossard et Colletis, 2011, p. 49).

12. Nous pensons en particulier ici au collectif des économistes atterrés, mais aussi à Bernard Maris ou encore à Gabriel Colletis.

13. « Ces sectateurs de la pensée unique ne comprennent pas, souvent, ou ne veulent pas comprendre, parfois, que cette "rigueur", étendue à l'Europe, est un pur sophisme économique qui ne vise qu'à favoriser le rentier, le financier plutôt que l'entrepreneur et le travailleur. Pour faire accroire à leurs fadaïses, ils utilisent le procédé classique de la culpabilisation et de la morale. "Vivre au-dessus de ses moyens" est leur expression. Cette vulgarité de termes pour désigner la conduite d'une politique, tente de masquer cette œuvre de mystification qui se donne des airs de bon sens populaire, pour mieux abuser le commun » (Naszályi, 2012).

14. En temps de crise, les repères se brouillent, les représentations deviennent incertaines : « Les crises ont pour vertu de passer au crible les représentations, les théories et les pratiques, et d'apporter des éclairages à divers niveaux sur le fonctionnement des régimes socio-économiques. Elles marquent, tout d'abord, une césure entre une période faste et un renversement brutal de la conjoncture économique ; elles ouvrent à la confrontation des vues sur l'avenir des acteurs et mettent à l'épreuve des théories et paradigmes qui, antérieurement, donnaient toute satisfaction, puisque les prévisions que l'on pouvait en tirer s'avéraient conformes à l'observation » (Boyer, 2013, p. 72). Pour le dire autrement, les controverses adossées à un champ des possibles désormais élargi sont susceptibles de proliférer. Ainsi, « dans les moments de crise, les croyances qui relevaient de l'allant-de-soi économique peuvent faire l'objet de critiques et être dénoncées comme étant infondées ou même erronées » (Lebaron, 2016, p. 39).

## Pour un regard interdisciplinaire

Dans ce dossier, le lecteur constatera le peu de renvois aux discours de la science économique. Un paradoxe sans doute, alors même que l'on vient d'établir l'influence de cette dernière dans les productions discursives consacrées à l'économie et ses crises après la Seconde Guerre mondiale. Une chance également, tant les recherches sur la place de la science économique et des économistes sont depuis quelques années nombreuses et cette place désormais aveuglante (Temmar, Angermuller et Lebaron, 2013 ; Lebaron, 2013 ; Angeletti, 2011 ; Canu, 2018). Le cadrage du numéro, parce qu'il prend au sérieux l'hétérogénéité discursive déjà évoquée, retire l'exclusivité de cette fabrique du discours à la seule science économique, mais ne cherche pas à nier son rôle ou à refuser de le penser. Dans son article, Arthur Borriello montre ainsi, à partir d'une focale sur les métaphores de la nature, à quel point l'économie néolibérale est constamment inscrite dans les discours politiques de légitimation de l'austérité par les chefs de l'exécutif en Italie et en Espagne (de janvier 2010 à mars 2013). Selon l'auteur, l'usage de métaphores permet aux acteurs politiques de se conformer aux règles du champ politique et de préserver leur autonomie par rapport aux discours néolibéraux, au moins sur un plan symbolique. On retrouve ce recours aux métaphores « naturalisantes » dans le travail que Frédéric Moulène consacre, dans ce numéro, à l'étude des vœux annuels formulés par les présidents de la République française qui se sont succédé au pouvoir depuis 1970. L'usage de celles-ci dans ce cadre discursif ritualisé favorise en effet, selon l'auteur, la mise à distance de la responsabilité du locuteur face à la crise ; présentée comme inévitable par les présidents, cette dernière peut ainsi se déplier dans les vœux sous la forme d'un comportement à adopter pour y faire face : elle réclame notamment efforts, courage et confiance dans les forces du pays.

Ce « recours omniprésent » aux métaphores (Guennoc, 2009, p. 76) n'est pas spécifique au discours politique. On retrouve également ce phénomène discursif dans les médias. Dans son étude du discours éditorialiste, Jean-François Guennoc explique en effet qu'« écrire la crise, [au] mois de mars 2009, c'est moins l'expliquer, que la raconter et, surtout, la figurer » (*Ibid.*, p. 88). Parmi d'autres choix lexicaux<sup>15</sup>, ces métaphores mettent ainsi en place des axiologies et des modes d'appréhension du phénomène variable en fonction des cultures et des langues, des expériences spécifiques notamment au plan des zonages régionaux ou des économies nationales et des conceptions et obédiences politiques et économiques. Si deux des textes présentés traitent de cette ressource rhétorique,

15. Par exemple, l'appel à l'interdiscours par les mots événements (*subprimes, grande dépression, jeudi noir*), les emprunts (le russe accepte les calques de l'anglo-américain pour montrer les origines exogènes du phénomène, voir Kossov, 2012), les paradigmes désignatifs (*crise systémique, financière, économique, bancaire, des marchés*), les isotopies (celle du sème de la chute).



c'est aussi parce qu'une bonne part des productions académiques des sciences du discours lui est consacrée. Cette focalisation est sans doute à imputer à leur consistance plus ou moins importante allant de « l'ornement du discours » à ce que M. Black (1962) appelle des *archétypes*<sup>16</sup>. Ainsi, la crise conçue notamment comme une maladie, souvent contagieuse puisque se propageant aux économies voisines, trouve ses soubassements dans une économie envisagée comme un organisme vivant sous la plume de Quesnay (ce physiocrate était médecin de formation et avait écrit, avant de décrire la circulation des capitaux selon les principes de la circulation sanguine, l'*Essai phisique sur l'œconomie animale* [1736]).

Les ordonnancements lexicaux, thématiques et métaphoriques des discours de la crise économique sont au cœur de ce dossier. Ils sont le plus souvent étudiés à l'aune d'une double comparaison. La première est établie à partir d'une extension temporelle et renvoie ici à la comparaison séquentielle des vœux formulés par les différents présidents de la République française depuis près de cinquante ans, vœux entendus comme la traduction d'une conjoncture économique par un éthos présidentiel singulier (Frédéric Moulène). La seconde procède d'une extension spatiale et renvoie à une comparaison entre pays européens à partir d'un corpus journalistique (Mariola Moreno, Pierre Ratinaud et Pascal Marchand) et d'un corpus politique (A. Borriello). Les approches comparatives présentent un intérêt analytique immédiat : elles sont susceptibles de révéler des contrastes entre des représentations de la crise économique caractéristiques de certains territoires et/ou de certaines époques. Pourtant le principal enseignement à tirer de ces comparaisons, notamment spatiales, se situe sans doute moins du côté des contrastes que du côté des convergences et permanences discursives. L'examen des discours politiques d'austérité de trois chefs d'État d'obédiences différentes dévoile ainsi, « par delà [...] les contextes nationaux », une double conformité : conformité à un même cadre idéologique (représentations partagées de l'économie) et conformité aux codes discursifs d'un champ politique soucieux, nous l'avons écrit *supra*, de préserver son autonomie (A. Borriello). L'analyse lexicométrique des dépêches des principales agences de presse en France (AFP) et en Espagne (EFE) montre également combien les structures lexicales de ces deux corpus sont ressemblantes (M. Moreno, P. Ratinaud et P. Marchand). Ce que la comparaison des cas français et espagnol atteste en premier lieu, c'est ainsi l'homogénéité des contenus lexicaux d'une production journalistique mondialisée – homogénéité adossée notamment à la proximité des pratiques d'écriture chez les journalistes. Sont ensuite établis, mais seulement dans un second temps de l'article, quelques contrastes relevant du territoire comme dimension constituante du

16. L'archétype est une métaphore de même rang que le modèle, en ce qu'elle possède deux caractéristiques spécifiques et solidaires : son caractère radical et son caractère systématique. On peut aussi envisager de percevoir celles-ci en termes de métaphores structurales (voir Lakoff et Johnson, 1985).

discours (celui de sa source, la comparaison France-Espagne) et comme dimension constituée par le discours (celui de la définition de la crise, orientée vers le contexte mondial dans le cas de l'AFP et vers les difficultés nationales dans celui de l'EFE).

Toutes ces contributions font du discours le point de départ de l'analyse ; elles nous permettent ainsi d'appréhender précisément les modalités discursives du traitement de la crise ; elles montrent également parfois l'arrimage de ces modalités à la matérialité de la mise en mots. C'est notamment le cas du travail d'Angeliki Monnier qui, dans son article, insiste sur la contribution spécifique d'un dispositif numérique de discussion à la construction narrative d'un trauma lié à la crise en Grèce. À partir de l'examen de 386 fils de discussions du collectif LinkedIn *Grecs à l'étranger*, l'auteure souligne comment le dispositif numérique aménage les conditions expressives d'un trauma partagé par cette communauté en neutralisant les distances spatiale et temporelle qui la séparent de l'événement et de ses effets. Discours de vérité et discours expressifs s'entremêlent ainsi dans ces fils de discussion, notamment à partir de la convocation et de l'incorporation de l'histoire de la Grèce, d'un passé qui sédimente la mémoire et l'identité du collectif et lui définit un cadre énonciatif pour mettre en mots la crise et ses urgences. Avec cette focale sur la contribution d'un dispositif de discussion s'ouvre un nouveau questionnement, typique des approches sociologiques, sur la « fabrique » de ces discours, leurs conditions de production (Boczkowski, 2010). Ce déplacement du regard, porté par un glissement disciplinaire, fait du discours sur la crise moins le point de départ que le point d'arrivée de l'analyse. Olivier Baisnée et Frédéric Nicolas proposent d'articuler, dans leur contribution, ces deux focales. D'une part, ils procèdent à l'analyse lexicométrique des discours journalistiques (presses quotidiennes régionale et nationale) consacrés à la fermeture d'un site du groupe Molex à l'automne 2008 pour cartographier la couverture médiatique de l'événement. D'autre part, les auteurs prolongent l'analyse en éclairant le processus d'écriture journalistique du conflit que cette fermeture économique provoque, conflit que rien ne prédestinait à être relayé dans les grands médias et qui, pourtant, est devenu un des symboles de cette période de crise. En remontant la chaîne de production de ce discours, les auteurs identifient les conditions d'interdépendance entre ouvriers et journalistes (en termes de sociabilité et de compétence) que cette réussite médiatique a réclamé sur fond de lutte des classes.

Les articles réunis dans ce dossier nous permettent ainsi d'esquisser la multiplicité des ordres du discours situés en deçà du *régime de vérité* évoqué dans cette introduction, ou plutôt dans ses entours et ses plis, et de le faire en empruntant tout autant aux sciences du discours qu'à la sociologie et à la science politique.

## Références

- ANGELETTI Thomas, 2011, « Dire l'économie. Les "journées de l'économie" comme instance de confirmation », *Sociologie*, n° 2, p. 113-127.
- BARTHES Roland, 1957, *Mythologies*, Paris, Éd. du Seuil.
- BLACK Max, 1962, *Models and Metaphors*, Ithaca, Cornell University Press.
- BOCZKOWSKI Pablo Javier, 2010, « Ethnographie d'une rédaction en ligne argentine. Les logiques contraires de la production de l'information chaude et froide », *Réseaux*, n° 28, p. 43-78.
- BOLTANSKI Luc, THÉVENOT Laurent, 1991, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard.
- BOURDIEU Pierre, 1998, « L'essence du néolibéralisme », *Le Monde diplomatique*, mars 1998.
- BOYER Robert, 2013, « Les crises financières comme conflit de temporalités », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 117, p. 69-88.
- BOYER Robert, DEHOVE Mario, PLIHON Dominique, 2004, « Les crises financières », *Les Rapports du Conseil d'analyse économique*, Paris, La Documentation française.
- BROSSARD Olivier, COLLETIS Gabriel, 2011, « Présentation du thème : les économistes dans la Cité : expertise et statut des savoirs, aptitude à la prévision, responsabilité », *Nouvelles perspectives en sciences sociales*, vol. 6, n° 2, p. 19-52.
- BURGNET Annette, 2000, « Le contrat de communication dans le discours de la presse », *Revue internationale de psychologie sociale*, vol. 13, n° 4, p. 151-180.
- CANU Roland, 2018, « Lire l'avenir économique dans la presse journalistique », *Revue française de socio-économie* [soumis pour publication]
- CHARAUDEAU Patrick, 1991, *La Télévision, les débats culturels*, « *Apostrophes* », Paris, Didier Érudition.
- COLLETIS Gabriel, 2010, « Pour un débat sur les représentations en économie », *Esprit*, n° 12, p. 150-163.
- CUSSÓ Roger, GOBIN Corinne, 2008, « Du discours politique au discours expert : le changement politique mis hors débat ? », *Mots. Les langages du politique*, n° 88, p. 5-11.
- DULONG Delphine, 1997, *Moderniser la politique. Aux origines de la Ve République*, Paris, L'Harmattan.
- DUVAL Julien, 2000, « Concessions et conversions à l'économie », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 131-132, p. 56-75.
- FOUCAULT Michel, 2001, *Dits et Écrits*, vol. II 1976-1988, Paris, Gallimard.
- , 1971, *L'Ordre du discours*, Paris, Gallimard.
- , 1966, *Les Mots et les Choses*, Paris, Gallimard.
- GAÏTI Brigitte, 2014, « L'érosion discrète de l'État-providence dans la France des années 1960. Retour sur les temporalités d'un "tournant néo-libéral" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 201-202, p. 58-71.
- GARRIC Nathalie, LÉGLISE Isabelle, 2010, « Le discours patronal, un exemple de discours économique ? », *Mots. Les langages du politique*, n° 86, p. 67-83.
- GHIGLIONE Rodolphe, CHABROL Claude, 2000, « Contrats de communication : stratégies et enjeux », *Revue internationale de psychologie sociale*, vol. 13, n° 4, p. 7-15.
- GUENOC Jean-François, 2009, « La crise : une "métaphore vive". La doxa du discours éditorial », *Communication & langages*, n° 162, p. 75-90.

- GUILBERT Thierry, 2013, « La “mise en évidence” du discours économique par la presse écrite », *Les Discours sur l'économie*, M. Temmar Malika, J. Angermuller et F. Lebaron éd., Paris, PUF, p. 139-158.
- GUILBERT Thierry, LEBARON Frédéric, 2017, « L'économie des mots et les mots de l'économie ; analyse sociodiscursive des discours des dirigeants de la Banque centrale européenne », *Langage et société*, n°160-161, p. 217-235.
- KOSSOV Valéry, 2012, « La langue russe à l'épreuve de la crise économique de 2007-2009 : les apports linguistiques au travers de la presse », *ILCEA*, n° 15 <<http://ilcea.revues.org/1195>> (consulté le 17 novembre 2015).
- LAKOFF George, JOHNSON Mark, 1985, *Les Métaphores dans la vie quotidienne*, Paris, Éd. de Minuit.
- LEBARON Frédéric, 2016, « Zone euro : la crise de la doxa. Des politiques d'austérité ? », *Idées économiques et sociales*, n°183, p. 39-46.
- , 2013, « Qui sont les économistes ? Une sociologie méconnue », *L'Économie politique*, n°58, p. 24-34.
- LE MERRER Pascal, 2011, « L'affirmation de l'économie comme discipline scientifique : une histoire française particulière », *Tracés*, n°11, p. 163-174.
- MANDRESSI Rafael, 2009, « Présentation », *Communications*, n°84, (« Figures de la preuve », R. Mandressi éd.), p. 5-8.
- MARIS Bernard, 2013, *Journal d'un économiste en crise*, Paris, Les Échappés-Charlie Hebdo.
- NASZÁLYI Philippe, 2012, « Crise ? Vous avez dit : “crise” ? », *La Revue des sciences de gestion*, n°254, p. 1-2.
- RESCHE Catherine, 2009, « *The Economist* : discours de spécialité économique ou discours sur l'économie ? », *ILCEA*, n°11 <<http://ilcea.revues.org/64>> (consulté le 17 novembre 2015).
- REVEL Judith, 2009, *Le Vocabulaire de Foucault*, Paris, Ellipses.
- RIUTORT Philippe, 2006, « Les nouveaux habits du journalisme économique », *Hermès, La Revue*, n°44, p. 135-141.
- , 2000, « Le journalisme au service de l'économie », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°131-132, p. 41-55.
- SCHLESINGER Philip, ZEITLIN Edith, RIZZI Suzanne, 1992, « Repenser la sociologie du journalisme. Les stratégies de la source d'information et les limites du média-centrisme », *Réseaux*, n°51, p. 75-98.
- TEMMAR Malika, ANGERMULLER Johannes, LEBARON Frédéric, 2013, *Les Discours sur l'économie*, Paris, PUF.
- VENIARD Marie, 2015, « Du profil lexico-discursif du mot “crise” à la construction du sens social d'un événement », D. Londei, S. Moirand, S. Reboul-Touré et L. Reggiani éd., *Dire l'événement. Langage, mémoire, société*, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, p. 221-232.
- VERÓN Eliseo, 1985, « L'analyse du “contrat de lecture” », *Les Médias : expériences et recherches actuelles*, Paris, IREP.